

Service environnement
19 rue Montesquieu
BP 90795
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 29 août 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GAEC LES 2 RUISSEAUX (site la Coussais)

La Californie
85260 LES BROUZILS

Nos Références : 25-1614 CA
Code AIOT : 0058500547

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/08/2025 dans l'établissement GAEC LES 2 RUISSEAUX (site la Coussais), implanté à La Coussais, 85260 Les Brouzils. L'inspection a été annoncée le 01/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel des contrôles ICPE sur une grille partielle liée aux risques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAEC LES 2 RUISSEAUX (site la Coussais)
- La Coussais - 85260 LES BROUZILS
- Code AIOT : 0058500547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le GAEC LES 2 RUISSEAUX est autorisé à exploiter au bénéfice des droits acquis sous l'AIOT n° 58500547, au lieu-dit « La Coussais » aux BROUZILS, un élevage avicole de 58000 emplacements de volailles (58000 animaux-équivalents volailles), par arrêté préfectoral de prescriptions spéciales n° 08-DRCTAJE/1-417 du 18 juillet 2008 et lettre de la préfecture du 16 mars 2015. Cette lettre a pris acte de la reprise du site de « La Coussais », auparavant exploité au nom de l'EARL LA COUSSAIS, ainsi que de la déclaration d'un stockage de paille de 4000 m³ sur ce site.

Le GAEC LES 2 RUISSEAUX est également répertorié sous l'AIOT n° 58500539, au lieu-dit « La Californie » aux BROUZILS, par récépissé de déclaration du 16 mars 2015, pour un élevage de 12850 animaux-équivalents volailles (poulets label) soumis à déclaration, un élevage de 80 vaches allaitantes et 40 bovins à l'engraissement (total de 253 bovins avec la suite, selon le plan d'épandage transmis en 2015) soumis au règlement sanitaire départemental (RSD), et un stockage de paille de 1400 m³ soumis à déclaration. Ce récépissé a pris acte de la reprise du site de « La Californie », auparavant exploité au nom du GAEC LA CALIFORNIE.

Les deux sites d'élevage gérés par le GAEC LES 2 RUISSEAUX, éloignés d'environ 2 km, ont été considérés en 2015 comme indépendants au titre des ICPE, avec un plan d'épandage commun. Ce plan est aujourd'hui redimensionné sur une SAU de 227,80 ha suite à la fusion du GAEC avec l'EARL JARC PHILIPPE et son apport de 58 ha en 2020. Néanmoins, ces 58 ha sont exclus des surfaces d'épandage des effluents du site avicole de la Coussais qui ne modifie pas son périmètre d'épandage autorisé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande d'action corrective	6 mois
4	Nature et risques des produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	conforme
3	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	conforme
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	conforme

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	conforme
8	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	conforme
9	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	conforme
10	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	conforme

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Sur le registre des risques, le plan des zones à risque du site et les fiches de données de sécurité des produits dangereux (fioul, gaz, engrais, biocides, produits de dératisation...) n'ont pas été présentés. Le contrôle des installations électriques a été effectué le 17/04/2025 mais les anomalies n'ont pas encore été corrigées.
- Le site fonctionne toujours au gaz, mais avec 3 citernes de 1700 l chacune en remplacement du gaz de ville et dispose désormais d'un groupe électrogène permanent.
- La fosse à lisier est entourée d'un grillage de sécurité, démonté sur une partie du périmètre de l'ouvrage le jour du contrôle, mais anomalie régularisée dès le lendemain le 20/08/2025.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : Le site avicole a changé son mode d'utilisation du gaz en remplaçant le branchement sur le gaz de ville par la mise en place de 3 citernes de 1700 l chacune, soit 5100 l au total. Le tonnage stocké doit être vérifié et déclaré le cas échéant en préfecture en rubrique ICPE n° 4718-2-b. Un groupe électrogène a aussi été installé depuis la dernière inspection du 04/10/2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none">- le registre des risques (art. 14) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ; - le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ». Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Les 2 bâtiments de 1200 m ² chacun hébergent des dindes introduites le 24/04/2025. <ul style="list-style-type: none">- Effectif à l'entrée : 2 x 8160 animaux, soit 16320 animaux au total (48960 animaux équivalents). Effectif conforme à l'autorisation du 18/07/2008.- Effectif le jour du contrôle : 3983 + 3948 = 7931 dindons (mâles) (252 animaux morts à ce jour depuis le 24/04/2025 et 3925 dindes femelles envoyées à l'abattoir le 23/07/2025 dans le bâtiment 912) et (345 animaux morts à ce jour depuis le 24/04/2025 et 3867 dindes femelles envoyées à l'abattoir le 25/07/2025 dans le bâtiment 913).- Registre des risques : non mentionné dans ce point de contrôle mais dans les points de contrôle des articles 9 et 14 ci-après- Plan de collecte des effluents d'élevage : litière évacuée entre 2 bandes pendant le vide sanitaire, stockée dans une fumière non-couverte de 225 m² à proximité en bas du site. Une fosse géomembrane non-couverte de 300 m³ attenante à la fumière collecte les jus.- Plan d'épandage et cahier d'épandage non contrôlés à ce jour- Enlèvements équarrissage justifiés par l'historique constat sur l'outil SIGAL. Bacs et congélateurs présents et conformes en entrée de site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés

et maintenus en bon état de propreté.
Constats : L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Nature et risques des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.
Constats : Les fiches de données de sécurité des produits dangereux présents sur l'exploitation n'ont pas été présentées le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc, d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;

<ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un poteau incendie (n° 038-0053 noté disponible sur le site du SDIS 85) à 100 mètres des bâtiments et un étang à environ 200 mètres. - 5 extincteurs contrôlés le 14/03/2025 dont 2 à eau et 2 à CO2 (2 dans chacun des sas des bâtiments) et un extincteur à poudre sous le hangar à matériel et stockage d'engrais. - 2 vannes de barrage gaz sous verre dormant (une par bâtiment) à l'extérieur à proximité des 3 citernes de gaz. - Affichage dans chaque sas des numéros d'appels d'urgence et des dispositions à prendre en cas de sinistre.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contrôle des installations électriques effectué par VERITAS le 17/04/2025. Les corrections des anomalies constatées n'ont pas été effectuées à ce jour. - Contrôle des 5 extincteurs fait le 14/03/2025. - Fiches de données de sécurité des produits dangereux non présentées le jour du contrôle (cf point de contrôle sur l'article 9). - Le plan des zones à risque du site reste à construire (emplacement des placards électriques, du stockage gaz, fioul, engrais, paille)
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 7 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.
Constats : Site sans forage, branché sur le réseau public. Compteur dédié. Enregistrement quotidien de la consommation d'eau pour les animaux. Estimation de consommation de l'eau de lavage de 15 m ³ par bâtiment et par vide sanitaire sur 3 vides sanitaires en moyenne sur l'année, soit 90 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations autorisées avant la parution des conclusions MTD ». Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.
Constats : L'exploitant met en œuvre les MTD qui le concernent sur lesquelles il s'est engagé dans son dossier de réexamen validé le 4 novembre 2019, à savoir : <ul style="list-style-type: none">- MTD 1 et 2 (organisationnelles) : divers enregistrements (consommation d'eau, d'aliment, mouvements d'animaux, ...) sont réalisés, la maintenance préventive est assurée, mais pas formalisée, pas de plainte connue par l'administration,- MTD 3 et 4 : une alimentation multi-phase est mise en place (jusqu'à 7 phases selon l'exploitant)- MTD 5 : les prélèvements d'eau sont enregistrés dans le cadre du suivi de l'élevage, le nettoyage est fait avec nettoyeur à haute pression, l'abreuvement se fait à l'aide de pipettes- MTD 7 : les eaux résiduaires sont évacuées avec la litière- MTD 8 et 11 : ventilation statique dans les 2 nouveaux bâtiments, brumisation- MTD 24, 25, 27 : calcul des différentes émissions (ammoniac, poussières, ...) à l'aide du module de calcul GEREP.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier ». Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020.
Constats : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. La dernière déclaration a été faite le 19/03/2025 au titre de l'année 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
Constats : Une fumière non-couverte de 225 m ² en bas du site permet le stockage des fumiers de l'élevage avant épandage sur l'exploitation. Une fosse géomembrane non-couverte de 300 m ³ attenante à la fumière collecte les jus. Cette fosse est entourée par un grillage et signalée. Toutefois, le grillage a été démonté sur une partie du périmètre dans l'attente de travaux sur la fumière mais cette partie n'est pas sécurisée le jour du contrôle. L'éleveur a justifié dès le lendemain la correction de l'anomalie par la remise en place du grillage.
Type de suites proposées : Sans suite

